

APPEL A TOUS LES CONGOLAIS

APPEAL TO ALL THE CONGOLESE PEOPLE (p.10)

(Deux versions)

Chers amis, je mets à votre disposition un document écrit par un homme que certains d'entre nous connaissent très bien. Mais, peu importe qui il est pour certains autres qui ne le connaissent pas.

Que vous l'aimiez ou pas ; que vous soyez d'accord avec lui ou pas, et quels que soient les actes politiques ou professionnels posés par l'auteur de ce document, je vous supplie simplement de lire ce document et d'en faire vôtre. Prenez-le, utilisez-le et partagez-le. Donnez-le à vos proches et connaissances. Il y a quelque chose de bon, de très bon qui vous sera, qui nous sera utile, très utile. Pour faire évoluer notre pensée, notre vision des choses, afin d'avancer..., dans l'intérêt du Congo, notre pays. Merci de votre aimable attention !

Je vous livre deux versions en Français et en Anglais.

(Jean-Claude Mayima-Mbemba)

VERSION FRANCAISE

Général

Emmanuel NGOUELOONDELE-MONGO

APPEL A TOUS LES CONGOLAIS

« Un pour tous, tous pour un »

*« Nous resterons unis quand nous confronterons le régime
pour regagner notre souveraineté et notre dignité.
Nous devons à nous-mêmes, aux générations futures
et à la prospérité de rester fermes »*

« Tout citoyen, tout agent de l'Etat est délié du devoir d'obéissance lorsque l'ordre reçu constitue une atteinte manifeste au respect des droits humains et des libertés publiques. L'ordre d'un supérieur ou d'une

quelconque autorité ne saurait, en aucun cas, être invoqué pour justifier ces pratiques. Tout individu, tout agent de l'Etat, toute autorité publique qui se rendrait coupable d'acte de torture ou de traitement cruel et inhumain, soit de sa propre initiative, soit sur instruction, est puni conformément à la loi »

Article 10 de la Constitution
de la République du Congo
du 20 janvier 2002

Mes chers Compatriotes



1 – Hier, j'ai servi loyalement et fidèlement notre pays, alors Moyen-Congo, devenu, le 28 novembre 1958, République du Congo, dans la gendarmerie française, où j'ai appris les vertus de la discipline et de l'ordre qui faisaient la force principale des armées.

En mars 1961, j'ai cessé d'exercer mon contrat dans la gendarmerie française pour la gendarmerie nationale congolaise naissante où j'ai effectué et rendu de bons et loyaux services jusqu'au 31 décembre 1997, date depuis laquelle j'ai fait prévaloir mes droits à la retraite.

La retraite d'un Général, comme beaucoup d'entre vous le savent, permet au bénéficiaire de vivre décemment et de subvenir aux besoins de première nécessité.

J'aurais pu donc me contenter de ma pension, de ma situation familiale et passer le reste de mon temps à m'occuper de moi, à voyager aux quatre coins du monde, et afficher une indifférence totale au sort du reste des Congolais.

Mais cela aurait été contraire à ma formation d'officier de gendarmerie et à mon sens du devoir. On n'est pas officier général pour soi et pour sa famille. On est officier général de la République et pour la République.

Je n'ai jamais, durant toute ma carrière de gendarme, cherché à faire de la politique, ni pensé et encore moins rêvé de me livrer à la politique, devenue, en République du Congo, un vrai business qui apporte gloire et richesse, et qui, pour cela, a conduit bon nombre de cadres parmi l'élite intellectuelle à se prostituer au pouvoir, non pas pour servir la République, ni pour aider le peuple à sortir de la misère, mais bien pour leurs propres intérêts.

C'est ainsi qu'au sortir des guerres civiles successives inutiles que nous avons connues de 1993 à 1999, j'avais espéré que les choses iraient peut-être mieux, tout en pensant que les élections de 2002 allaient permettre au chef de l'Etat de travailler à une véritable réconciliation, à une véritable paix, au rétablissement de l'ordre public, au vrai pardon et à la reconstruction nationale.

Malheureusement, comme tout le monde le sait, bien que le chef de l'Etat se soit taillé une Constitution sur mesure en 2002, il n'a fait que la violer de tout temps et dès le commencement de son mandat.

En effet :

- L'article 68 de la Constitution fait obligation au président de la République élu, de prêter serment au plus tard dans les vingt jours qui suivent son élection, après la proclamation des résultats de l'élection par la Cour constitutionnelle. Malheureusement, outrepassant cette obligation, le président de la République élu en 2002 ne s'est pas soumis à cette règle. Il a prêté serment 144 jours – soit exactement 4 mois et 22 jours – après la proclamation des résultats ayant eu lieu le 23 mars 2002, et la prestation de serment n'intervenant que le 14 août 2002. De multiples autres violations de la Constitution ont été clairement relevées et détaillées dans une lettre interpellatrice que des partis et associations politiques, ainsi que des organisations de la société civile ont adressée, il y a quelques mois, à

messieurs les présidents de nos principales institutions, garants de notre Constitution, et particulièrement le président de la Cour constitutionnelle.

2 – Vous vous souvenez, sans doute, de ma lettre fraternelle et amicale du mois d'août 2003, adressée à monsieur le président de la République. Un vrai cri du cœur, par laquelle j'attirais son attention sur la situation chaotique de notre pays.

J'avais espoir, là encore, que les choses iraient mieux et que le président de la République écouterait, enfin, la voix d'un ami.

Hélas, en dehors de la spéculation politicienne orchestrée, malgré moi, autour de cette lettre, rien n'est jusqu'alors venu de lui. J'en attends toujours les retombées positives et les changements réels que j'avais espérés pour le pays et pour notre peuple.

Aujourd'hui, vu l'incapacité du pouvoir de Brazzaville à conduire le destin de notre peuple, notamment à faire face :

- au désordre social et financier devenu endémique ;
- à la mort et l'enterrement de notre Etat qui a perdu tout son patrimoine ;
- aux conditions de vie précaires de notre peuple, jamais vécues voici 49 années d'indépendance ;

Et face aux gémissements, aux hurlements, à la misère et au désarroi du peuple que j'ai constatés et vécus avec tristesse lors de mes récentes tournées dans tous les départements du pays, et auxquels le pouvoir continue de faire la sourde oreille, j'ai pris une décision.

LA DECISION

J'ai décidé, à travers cet APPEL, de me tourner vers toi, PEUPLE CONGOLAIS, dans l'espoir d'être compris, mais sans prétention aucune, de vouloir à tout prix avoir raison, car c'est à toi seul que revient la raison.

Peuple Congolais,

Je me tiens devant toi, toi le Souverain Primaire.

Je te prends à témoin, parce que c'est toi-même qui a délégué tes pouvoirs à l'actuel président de la République, géniteur de la Constitution du 20 janvier 2002 que, comme je l'ai indiqué ci-dessus, il n'a fait que violer durant tout son mandat et cela depuis sept ans.

Je m'adresse donc à vous, chers compatriotes, et vous interpelle, les yeux dans les yeux.

Je vous interpelle, vous, cadres, intellectuels, femmes et hommes politiques.

Je vous interpelle, vous qui, pour vous agripper et défendre vos intérêts mal acquis, pour la plupart, continuez à me faire passer pour « un oiseau de mauvais augure ». Et je vous dis :

- Avez-vous déjà oublié l'état des lieux et les recommandations que vous aviez dressés lors des assises de la Conférence Nationale Souveraine, en 1991 ?
- Ne pensez-vous pas, en votre âme et conscience, que cet état des lieux s'est dramatiquement aggravé aujourd'hui, dix-huit ans après ?
- Pensez-vous, en votre âme et conscience, au devenir de vos enfants, sœurs, frères, neveux, nièces, petits-enfants et autres descendants que vous n'aurez certainement pas l'occasion de voir évoluer ?
- Avez-vous, en votre âme et conscience, ce droit de léguer à vos descendants, un Etat totalement délabré et asséché ?

Je vous interpelle, vous, mes frères d'armes de tous corps.

Je vous interpelle, vous, Officiers généraux et Officiers supérieurs, Officiers subalternes, Sous-officiers et Soldats, qui n'avez certainement pas encore perdu le sens noble du devoir et de l'honneur :

- Est-il normal que notre pays soit dirigé comme si nous n'étions plus en République, mais en monarchie ?
- Ne pouvons-nous pas remettre en cause ce système et décider, dans un sursaut patriotique, de changer nos attitudes complices et de compromission permanente actuelles, afin de ***secourir ce peuple, aujourd'hui martyrisé, pour lequel nous nous sommes engagés à nous sacrifier ?***
- Est-il normal que les Congolais continuent, impuissants, à subir, dans leur chair et dans leur vie quotidienne, la flambée extraordinaire des prix des denrées alimentaires, les effets de l'impunité, les conséquences du gaspillage des fonds publics, etc., sans aucune réaction du Gouvernement de la République ?
- Avons-nous oublié que c'est grâce à l'ultime volonté de notre armée, qui s'était rangée du côté du peuple souverain en 1991, que la démocratie est née dans notre pays ?
- Allons-nous, pour nos intérêts personnels, laisser sacrifier cette démocratie chèrement acquise par notre peuple souverain aux côtés duquel nous nous sommes engagés à défendre à tout prix ?
- Préférons-nous avoir de gros salaires et des allocations diverses pendant que la majorité du peuple trime, végète, gémit, hurle et nous regarde ?
- Comment continuer à faire semblant d'oublier qu'il y a de nombreux Congolais retraités de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) qui perçoivent encore des pensions dérisoires variant entre 8 000 et 40 000 Francs CFA pour nourrir des familles nombreuses quand on connaît la hausse vertigineuse des prix pratiquée dans nos marchés urbains et ruraux ?
- Pourquoi devons-nous continuer à faire semblant d'ignorer nos parents qui meurent toutes les heures dans nos différents centres hospitaliers, faute de soins médicaux, de médicaments de base, et surtout victimes de la mauvaise gestion, du manque d'empressement dans la prise en charge des malades ?
- Pourquoi devons-nous continuer à faire semblant de ne pas voir des Congolais qui n'arrivent plus à faire des provisions, parce la fourniture d'électricité est incertaine ?
- L'eau est déjà rare. Pourquoi devons-nous continuer à faire semblant de ne pas voir des Congolais qui boivent de l'eau dont les conditions de traitement sont douteuses ?
- Préférons-nous, en nous réveillant le matin, voir à nos portes, des membres de la famille, du village, de la tribu, du quartier, du cercle de nos connaissances et des familles de nos connaissances, venir nous exposer leurs difficultés et autres problèmes, comme des mendiants ?
- Préférons-nous nous contenter d'avoir de belles maisons et de belles voitures alors que, juste à nos portails, ce sont des tas d'immondices, des rues et des ruelles insalubres, boueuses et à peine praticables ?
- Préférons-nous faire semblant de ne pas voir dans quelles conditions certains de nos concitoyens voyagent par la voie ferrée, en plein 21^{ème} siècle, dans des trains qui ressemblent à ceux destinés au transport du bétail ?
- Voulons-nous que les générations futures utilisent nos noms comme des symboles de la honte ?
- Bref, allons-nous sacrifier l'existence de notre nation au seul prestige et à la seule gloire d'un clan qui tient à museler et à diviser le peuple par les méthodes bien connues en se servant du clan, de la tribu et de la région en brandissant sans cesse le spectre de la guerre sous le couvert de la paix ?

Je vous interpelle, vous, nos chers enfants, élèves et étudiants.

Je vous interpelle, vous, qui êtes conscients que votre avenir n'a plus de visibilité dans la mesure où :

- malgré l'importance de nos ressources nationales, vos conditions de travail à l'école, au lycée ou à l'université, restent précaires ou ne sont plus du tout assurées ;
- l'assistance que devrait vous assurer l'Etat à travers l'attribution transparente et équitable des bourses d'études est, depuis, devenue hypothétique ;
- la certitude de trouver un emploi à la fin de votre formation n'est plus évidente ;
- le chemin de l'école vous a été fermé depuis quelques années à cause des guerres civiles successives, fruit d'ambitions personnelles d'hommes politiques irresponsables ;

- bref, aucun programme réel visant l'épanouissement des jeunes, majoritaires aujourd'hui dans notre pays, et aucune politique viable d'éducation n'existent en faveur de cette force vive de la nation, malgré la multiplicité des ministères consacrés à l'éducation nationale.

Je vous interpelle, vous, travailleurs du secteur public et privé.

Je vous interpelle, vous :

- qui n'attendez plus rien de vos responsables syndicaux actuels, pour la plupart retraités, généralement nommés par le pouvoir et lesquels, comme vous le savez, ne se préoccupent plus de la défense sacrée de vos multiples intérêts, mais de leur propre confort ;
- qui êtes conscients des méfaits de la mauvaise gouvernance, de la démobilisation généralisée et de la baisse de productivité de nos administrations ;
- qui avez perdu votre emploi, parce que votre entreprise a fermé ou a fait faillite et qui attendez depuis des années la reconnaissance de vos droits et une indemnisation méritée !

Je vous interpelle, vous, mes parents retraités.

Je vous interpelle, vous :

- qui, sous le soleil ou la pluie, dans la bousculade et parfois les injures, faites des queues interminables devant la CNSS ou la CREF, dans l'attente d'une pension dérisoire ;
- qui, affaiblis par l'âge et la maladie, êtes obligés de grimper péniblement les étages de la CCA ou du Trésor Public pour implorer, devant l'indifférence des agents, le petit pécule que l'Etat vous doit !

Je vous interpelle, vous, chers parents paysans.

Je vous interpelle, vous :

- qui continuez encore à travailler avec des moyens rudimentaires, en plein 21^{ème} siècle ;
- qui écoutez souvent difficilement vos produits qui vous procurent les rares revenus obtenus à la sueur de vos fronts ;
- qui êtes désespérés du pouvoir parce que vous n'y avez aucun enfant ou parent et qui êtes ainsi désabusés de la politique !

Je vous interpelle, vous jeunes gens au chômage et sans emploi.

Je vous interpelle, vous :

- qui êtes diplômés sans emploi et qui vivez au crochet de vos parents retraités, parce que l'Etat est incapable de créer les conditions qui favorisent la création d'emplois ou l'épanouissement d'initiatives génératrices de revenus ;
- qui vivez d'expédient parce que l'Etat n'a pas su vous donner accès à la formation professionnelle que vous méritiez, ni à d'autres services que vos capacités sont en droit d'attendre du Gouvernement.

A VOUS TOUS, MES COMPATRIOTES

Je sais et je vous dis que vous n'êtes pas dupes et n'acceptez pas ce qui se passe dans notre pays.

La République, vous le savez, va mal, très mal. Le Congo est gouverné par une kleptocratie corrompue, incompétente, criminelle et brutale, qui veut garder le pouvoir par des élections frauduleuses.

La pire crainte du régime de Brazzaville est la non violence, pour la simple raison qu'il ne sait pas y répondre.

La démocratie qui est une valeur avec des principes clairs – respect des différences, dialogue, compromis permanents – qui devrait nous guider, a été transformée en un simple slogan qui dénature, hélas, notre Assemblée nationale et notre Cour constitutionnelle.

Demandons-lui donc qu'il garantisse le respect de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous les Congolais.

Notre Justice fonctionne à deux niveaux : une justice pour les nantis, une autre pour les pauvres, et notre Gouvernement, qui a pourtant pour principe constitutionnel, selon l'article 2 : « **Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple** », n'a absolument rien de démocratique dans son fonctionnement.

On me dit souvent : « **Non, vous exagérez, le peuple n'est pas dans le désarroi...** ». Mais, quelqu'un peut-il me dire en toute honnêteté et arguments à l'appui :

- Non, le peuple n'est pas confronté aux problèmes de carburant, d'eau, d'électricité, de santé, d'éducation, etc. !
- Non, il n'y a pas mauvaise gestion de notre Etat !
- Non, la corruption ne ravage pas le pays !
- Non, il n'y a pas d'impunité dans notre pays !
- Non, il n'y a pas de désordre dans la force publique !

Hier, alors dans l'opposition, le président de la République, Denis Sassou Nguesso, a dit dans son livre intitulé, *Le manguier, le fleuve et la souris* (p. 17) :

« Quel homme admettrait de voir son pays plongé dans le désordre et la ruine ? Quel homme tolérerait de voir les siens souffrir de conditions de vie de plus en plus précaires, privés des droits démocratiques les plus élémentaires ? (...) Aucun homme digne de ce nom. »

Que chacun de nous, notamment nous, cadres politiques et officiers des forces armées, se pose donc aujourd'hui, en raison de la détresse que vit notre peuple, la question de savoir s'il est un homme digne de ce nom au regard de l'engagement pris par lui-même.

Pour ma part, je continuerai de parler pour dénoncer l'injustice, le désordre, l'absence de contrôle, la corruption ; bref, tous les maux qui minent la République et qui mettent le peuple en péril comme maintenant.

Il n'y a pas de grandeur dans l'hypocrisie, et je suis étonné que les Congolais aient oublié, de sitôt, les critiques de la Conférence Nationale Souveraine, comme si l'histoire pouvait s'arrêter.

Je me bats et continuerai à me battre parce que, pour moi, le Congo passe avant tout, avant nos intérêts égoïstes, avant nos humeurs et parce que personne n'a le droit de jouer avec le destin d'un peuple.

Personne n'a le droit d'user des ressources et des richesses naturelles d'un pays comme une propriété privée dont on dispose à son gré.

A chacune de mes apparitions publiques, je reprends toujours un temps d'observation, je prends du recul. Mais, au bout de ma patience, je fais chaque fois l'amer constat que le pouvoir ne change pas d'attitude ; que rien ne s'arrange ; qu'au fond rien ne change, malgré les cris d'alarmes, les déclarations, les propositions venant du peuple et des forces organisées, tels que les partis politiques de l'opposition, les associations diverses, les confessions religieuses, et même de certaines voix qui se réclament de la majorité présidentielle.

Devant la logique du « chien aboie, la caravane passe », qui suit inexorablement son cours, je te prends à témoin, toi, Peuple Congolais, sur cette façon tragique de diriger un pays, de prétendre veiller au destin des Congolais.

Général de mon état, je demeure attaché, par-dessus tout, à la paix, la vraie paix :

- pas à cette « paix » qui permet à certains de jouir d'innombrables privilèges refusés à d'autres ;
- pas à cette « paix » qui remplace les victimes de la guerre par des victimes de la pauvreté, du manque de médicaments, etc. ;
- pas à cette « paix » sans accès aux médias d'Etat pour celles et ceux qui pensent différemment ;
- pas à cette « paix » qui laisse sans solution des Congolais affamés ;
- pas à cette « paix » qui ignore le panier de la ménagère ;
- pas à cette « paix » avec des écoles sans enseignants à l'intérieur du pays ;
- pas à cette « paix » avec des routes aux conditions de délabrement désolantes ;
- pas à cette « paix » où règnent l'impunité, le désordre et les passe-droits.

Je pense que vous méritez une paix véritable, consolidée par le dialogue permanent.

Sommes-nous descendus si bas pour faire d'un débat à la radio ou à la télévision un privilège ?

N'est-ce pas une honte d'aller aux élections sans l'instauration, au préalable, d'un débat éclairé, contradictoire, à travers une concertation consensuelle ?

Evitons de ramener le pays si bas ; bien au contraire, essayons de relever le niveau de notre démocratie dans la paix véritable et la dignité retrouvée, l'unité nationale, le dialogue, la concorde et la solidarité entre tous les enfants de notre pays.

Ma faiblesse est que je ne supporte pas de voir mon pays dans cet état. Je ne supporte pas de savoir qu'après nous, les générations à venir utiliseront nos noms comme des symboles de la honte.

Je ne lance pas cet APPEL pour vous reparler des conflits non réglés qui ruinent encore les bases de notre unité nationale, ni des différentes composantes ethniques de notre pays qui se regardent encore aujourd'hui comme des chiens de faïence.

Je n'oublie pas que les survivants des guerres qu'à connues notre pays sont traumatisés, et les plaies ne sont pas encore cicatrisées.

Je n'oublie pas que certains Congolais pleurent encore leurs morts ; qu'ils n'ont pas encore fait le deuil de ceux-ci.

A ces malheurs se sont sévèrement ajoutées des crises qui ont rendu infernale la situation des Congolais. Par exemple :

- des licenciements sans droits de plusieurs agents d'entreprises liquidées, comme la SOTELCO, pour ne citer que ce cas, où des mères et des pères de famille ont été abandonnés à eux-mêmes voici des années ;
- des écoles et des dispensaires que même les colons n'osaient pas offrir aux colonisés de l'époque ;
- des hôpitaux qui servent plus à assister les malades à mourir qu'à les guérir ;
- des pensions de retraite précaires et péniblement versées par la CNSS et la CREF ;
- des locataires à qui les logeurs exigent le versement de dix mois de caution ;
- des pères retraités qui continuent d'héberger, de loger et de nourrir leurs fils sans emplois, avec femmes et enfants ;
- des fonctionnaires aux salaires dix à trente fois plus bas que ceux des membres des institutions politiques en réalité improductives.

C'est quoi donc ta solution ?

Je n'oublie pas tout cela. Cependant, je demande à chacune et à chacun de vous : c'est quoi ta solution ? Est-ce :

- Prendre un tee-shirt, un pagne, une bière et un billet de cinq mille, voire mille francs CFA, tous les cinq ou six ans, juste le temps d'une campagne électorale ?
- Préfères-tu choisir une option qui n'arrêtera pas le nombre de victimes des hôpitaux et dispensaires sans médicaments, des sociétés d'eau et d'électricité qui n'ont aucun compte à te rendre, ou d'une administration corrompue et pourrie ?
- Te plaindre et accuser les autres de lâches pendant que toi-même tu ne fais rien pour sortir de ta situation, préférant attendre les nouvelles à la télé ou à la radio ?
- Attendre que Dieu descende sur terre, malgré tous les atouts qu'il t'a donnés et continue de te donner ?

Avons-nous le droit de subir, d'accepter tout ?

Congolaise, Congolais, qu'est-ce qui t'arrive pour accepter cela ?

Tu dois savoir que le Congo-Brazzaville, notre pays, est un espace terrestre béni de Dieu, une maison « CONGO », que le Seigneur a créée et mise à notre disposition pour y vivre comme de simples locataires, Lui-même étant le vrai et unique propriétaire foncier.

De même qu'un sage l'a dit, « ***Ce pays, ce n'est pas quelque chose que nous héritons de nos ancêtres ; ce pays, c'est quelque chose que nous empruntons à nos enfants*** ».

C'est pourquoi, je crois que personne d'entre nous ne peut prétendre avoir l'idée de faire du Congo sa propriété privée. Le seigneur Dieu en est l'unique propriétaire pouvant, à la seconde, à la minute, en tout cas

à tout moment, sans préavis, sans justice aucune, se permettre de déloger un locataire, même ayant réglé son loyer mensuel, qu'il soit Roi ou Empereur !

Alors :

- Au nom de quoi et de qui acceptes-tu de vivre comme un locataire dans ton propre pays ?
- Au nom de quoi et de qui renonces-tu au souvenir de la grandeur de ta patrie, le Congo, tombée aux mains de prédateurs, de dirigeants véreux et de moralité peu recommandable, qui ont pratiquement réduit le Congo au plus bas niveau des autres pays africains ?
- Au nom de quoi et de qui renonces-tu au souvenir de la dignité historique de ton pays ? Au temps de la colonisation, les Français qui nous ont colonisés avaient une haute idée de l'homme Congolais. Ils disaient toujours que l'homme Congolais était le plus fier de sa dignité et, de ce fait, le plus récalcitrant. Car il savait dire : « NON ! ».
- Au nom de quoi et de qui acceptes-tu de cautionner, par ton attitude, le retour déguisé à la pensée unique et au monopartisme ? Est-ce au nom de la peur ?

II, elle, a sauvé ta vie. Et toi ?

Notre démocratie est sacrée, car chacun de nous a perdu un parent dans les luttes politiques guerrières qu'a connues le Congo.

Le Peuple congolais, sous la protection de la loi, devrait avoir la liberté d'exprimer ses opinions politiques sans subir de harcèlement, d'intimidation ou de violence.

- Penses-tu que ton sang, ta vie, sont plus précieux que ceux de tous ceux qui sont morts pour revendiquer des libertés démocratiques dans notre pays ?
Par leur sang versé, sacrifié sur l'autel de l'intolérance parce que, parfois, victimes expiatoires, ils ont sauvé ta vie. Ils se sont donnés afin que toi tu vives. Il faut t'en souvenir !
- Penses-tu aux compatriotes qui sont en train de payer de leur vie la déliquescence de l'Etat aujourd'hui mort et enterré ?
- Penses-tu à ces populations congolaises humiliées, jetées dans l'errance sans espoir de lendemain ?
- Penses-tu à ces Congolaises violées et torturées pour rien, à ces enfants malnutris, aux scolarités bouleversées et hypothéquées ?
- Penses-tu à ces étudiants qui jettent l'éponge tellement les conditions sont difficiles, insurmontables ?
- Penses-tu à l'anarchie, à l'apologie du mensonge et à l'esprit guerrier qui ont pris la place des valeurs centrales de l'humain.
- Penses-tu à la haine, à l'esprit de vengeance, à l'esprit de destruction, à l'exclusion réciproque et aux déchirements qui menacent, au jour le jour, notre unité nationale, alors qu'étaient présentes, hier, les vertus de la discipline, du respect de l'autre, de la fraternité, de la solidarité et de l'entraide ?

ENFIN, C'EST A TOI QUE JE CONFIE...

Au cœur de la vie figure la question de la gouvernance et de la légitimité. Nous ne voulons pas dans notre pays d'une élection présidentielle dans le cadre constitutionnel et électoral actuel.

Nous exigeons une nouvelle constitution démocratique et des réformes de la loi électorale qui permettent la tenue des élections libres, justes et transparentes.

Le CONGO, notre beau pays, a perdu tout ce qui faisait sa gloire et l'honneur de son peuple. Mais le Congo n'est pas perdu.

L'heure est aujourd'hui grave, très grave.

A quelques pas de l'élection présidentielle cruciale, le pouvoir panique et ne trouve rien d'autre, pour apaiser les cœurs, que de multiplier des manœuvres dilatoires pour, enfin, ruiner les espoirs d'une concertation citoyenne apaisée, d'un dialogue voulu et sollicité par des partis et associations politiques de l'opposition, ainsi que par des organisations de la société civile. Le monologue qui s'est tenu récemment à Brazzaville, du 14 au 17 avril dernier, en est l'illustration.

Une élection, surtout présidentielle, sans commission nationale électorale indépendante, sans révision paritaire des listes électorales, ni consensus autour du cadre juridique, ne saurait être que donner un

« laissez-passer », « un blanc-seing » à ce pouvoir inique, afin de poursuivre son hégémonie sur le pays, son œuvre de destruction massive du Congo : pillages, bradage de nos richesses, corruption, débauche, dépravation des mœurs, impunité, perpétuant ainsi le chaos et la dégradation avancée du pays, donc la misère et les souffrances du Peuple Congolais. Ce que, j'en suis sûr et certain, aucun d'entre nous ne voudrait plus voir dans notre pays.

Comment allons-nous réaliser nos objectifs ?

Il s'agit donc, aujourd'hui, ici et maintenant, de sanctionner ce pouvoir arrogant, sans scrupule et sans âme.

Il s'agit de faire table rase et, dans un sursaut héroïque, de repartir sur de nouvelles bases.

Il ne faut pas avoir peur du changement.

Au cas contraire, ce ne sera pas, comme certains le penseront, l'échec de l'opposition, mais notre échec à nous tous. Ce sera ton échec.

Comme l'opposition n'est là que pour défendre ton intérêt et celui de la Nation, ce sera donc l'échec de tous les Congolais qui n'auront pas eu la chance de vivre une véritable démocratie ; des Congolais qui auront raté l'occasion de vivre enfin dans la prospérité et la sécurité, alors qu'ils ont tout, que la nature leur a tout donné.

Alors, je vous dis : **N'ayons pas peur !**

Levons-nous, pour qu'ensemble :

- 1. Nous exhumions et ressuscitions le Congo, en lui redonnant ses lettres de noblesse ;**
- 2. Nous mettions de l'ordre dans notre maison « CONGO » et restaurions l'Etat et son administration ;**
- 3. Nous rétablissions la justice, la discipline et l'équité ;**
- 4. Nous mettions un terme à la corruption, au pillage de nos ressources et à la gabegie ;**
- 5. Nous créons les conditions qui permettent aux enseignants d'exercer leur métier – un véritable sacerdoce –, aux étudiants d'étudier dignement, aux travailleurs de vaquer à leurs occupations dans la dignité, aux malades de se faire soigner correctement, et au Peuple Congolais de vivre décemment dans la paix, la dignité, la concorde et l'unité nationale ;**
- 6. Nous puissions, enfin, changer ce pays où il devrait faire bon vivre, grâce à la contribution de chacun de vous tous, de nous tous, c'est-à-dire de TOUS LES CONGOLAIS, à l'œuvre commune.**

C'EST DONC A TOI, PEUPLE SOUVERAIN, QUE JE CONFIE LE DESTIN DE TA PATRIE, LE CONGO !

Vive la République !

Vive le Congo !

=====

ENGLISH VERSION

**General
Emmanuel NGOUELONDELE-MONGO**

APPEAL TO ALL THE CONGOLESE PEOPLE

« One for all, and all for one »

*“We will remain united when we will face
the regime to regain our sovereignty and our dignity.
We, the future generations and the prosperity should remain firm »*

« Any citizen, any State worker is untied from the obedience duty when the instruction received constitutes the infringement of human rights and of public liberties. The instruction of a superior or of any State worker, any public authority who will be responsible of torture or cruel and inhuman treatment either by his own initiative or by instruction, should be punished in accordance with the law »

Article 10 of the Constitution
of the Republic of Congo
of January 20th, 2002

My dear Compatriots,

I – Yesterday, I served faithfully our country, at that time it was called “Moyen-Congo”, which became Republic of Congo on November 28th, 1958, in the French police force, where I learned the virtue of discipline and order that constituted the main strength of the armies.

In March 1961, I stop working for the French police force and I decided to work for the Congolese police force that was just been established and I have work faithfully until December 1997, when I decided to retire.

The retirement of a General, as many of you know, allow to the beneficiary to live decently and to meet the vital needs.

It could therefore make do with my retirement, of my family situation and to spend the rest of my time to look after myself, by traveling all over the world and not care about the rest of the Congolese people.

But that could have been the opposite of my formation as an officer of the police force and to my sense of duty. One is the general of the Republic and for the Republic.

I have never, during my career as a police officer, tried to do politics, or to think or dream to give myself over to politics, which has become in the Republic of Congo, a good business that brings glory and wealth, and that has led many executives among the intellectual elite to prostitute themselves to power, not for the purpose of serving the Republic, or helping people to come out of misery, but for their own interests.

That is why when the unnecessary civil wars from 1993 to 1999 were over, I hoped things were going to be alright thinking that the elections in 2002 would allow the Head of State to work on a true reconciliation, on a true peace restoration and on restoration of public order, on a true forgiveness and on the national reconstruction.

Unfortunately, as everybody knows, although the Head of the State has put in place a Constitution in 2002 but he has been infringing it since the beginning of his term of office.

Actually:

- The article 68 of the Constitution requires the elected President of the Republic to take the oath in twenty days after he has been elected, after the results have been published by the Constitutional Court. Unfortunately, overstepping this obligation, the elected President of the Republic in 2002 didn't submit himself to this regulation. He took the oath 144 days – exactly 4 months and 22 days after the results have been published on March 23, 2002 and the oath took place on August 14, 2002.
- Other many violations of the Constitution have been revealed and detailed in a questioner letter that political parties and associations, as well as the civil society have written to the presidents of our main institution, the guarantors of our Constitution, and particularly the President of the Constitutional Court.

2 - You probably remember my fraternal and friendly letter of August 2003, written to Mr. the President of the Republic. A true cry from the heart, through which, I brought to his attention the chaotic situation of our country.

I had hope again that things could be better and that the President of the Republic could finally listen the voice of a friend.

Sadly, apart from the orchestrated political speculation, about that letter, nothing has come from him until today. I am still expecting from that letter some positive affects and the real changes that I have hoped for the country and for our people.

Today, considering the inability of Brazzaville to lead the destiny of our people, more particularly to face:

- The social and financial chaos that have become endemic;
- The death and the shelving of our State that has lost its patrimony;
- The precarious conditions of life of our people, that they have never lived for now 49 years of independence;

And due to the moans, to the yells, to the misery and to the distress of the people that I have noticed and experienced with sadness during my tour in all the departments of the country, and to which the power doesn't want to attend to, I have taken a decision.

THE DECISION

I have decided, through this APPEAL, to turn to you, CONGOLESE PEOPLE, hoping to be understood, but without any pretentiousness, to want at all cost to be right, because it is only you who are right.

Congolese People,

I stand before you, you the First Sovereign.

I take you as witness, because it is you who delegated your power to the present President of the Republic, parent of the Constitution of January 20th, 2002 that he has been infringing during the whole term of office and this since seven years as I mentioned earlier.

I am talking to you, dear Compatriots, and I appeal to you publicly.

I appeal to you, you, executives, intellectuals, political women and men.

I appeal to you, you who, for you to get back and defend your interests taken from you illegally, for most of them, made me to be “a bad omen”. I ask you:

- Have you already forgotten the appraisal and the recommendations you drew up during the meeting of the Sovereign National Conference in 1991?
- Don't you think consciously that this appraisal has become serious today, eighteen years after?
- Do you think consciously about the future of your children, sisters, brothers, nephews, nieces, grand-children and other descendants that you might certainly not have a chance to see them progress?
- Have you consciously the right to inherit to you descendants, a State totally ruined and drained?

I appeal to you, you, my brothers of all the army corps.

I appeal to you, you, the general Officers and high-ranking Officers, low-ranking Officers, noncommissioned Officers and Soldiers, who have certainly not lost the noble sense of duty and of honor:

- Is it normal that our country is run as if we were not any more in Republic, but in a monarchy?
- Can't we challenge this system and decide, with a patriotic effort, to change our present collusive attitudes and of permanent compromise of principle, in order to ***Rescue the people, who are tormented today, for whom we have committed to sacrifice ourselves?***
- Is it normal that the Congolese people are still, in there daily lives, victims of the extraordinary raise of price of the food stuff, of the impunity, of the consequences of the waste of the public funds, etc., without any reaction from the Government of the Republic?
- Have you forgotten that it is thanks to the ultimate will of our army, that went along with the sovereign people in 1991 that democracy started in our country?
- Will we, because of our personal interests, let that democracy dearly acquired by our sovereign people along whom we committed to defend at all cost?
- Do we prefer to have huge salaries and different allowances while the majority of people suffer, vegetate, moan, yell and look at us?
- How can we still pretend to forget that there are many retired Congolese people of the Pensions Organization National Fund (CNSS) who still receive trivial benefits between 8 000 and 40 000 CFA Francs to feed their huge families whilst we the staggering raise of the price in our urban and rural markets?
- Why should we still pretend to ignore our parents who are dying every hour in different hospital centers, because of lack medical cares, of primary medication, and above all they are victims of the bad management, the lack of hurrying to take charge of the patients?
- Why should we still pretend not to see the Congolese who cannot stock food anymore because the power supply is not guaranteed?
- Water is scarce. Why should we still pretend not to see the Congolese people who drink water of which the treatment conditions are dubious (questionable)?

- Do we prefer that when we wake up in the morning, to see at our doors, the members of the family, of the village, of the tribe, of the area, who are familiar and the families of people who are familiar to us, who come and tell us their difficulties and other problems like beggars?
- Do we prefer to have beautiful houses and beautiful cars while it is filthy in front of our gates, the streets and back streets are prejudicial to health, muddy and impassable?
- Do we prefer to pretend not see in which conditions some of our fellow-countrymen travel by railway track, in the 21st century, in the trains that look like those that should be carrying livestock?
- Do we want that the future generations use our names as symbols of shame?
- In short, will we sacrifice the existence of our nation to the only prestige and to the only glory of a clan that likes to muzzle and to divide people by well known methods by using the clan, the tribe and the region by throwing out with cease the war specter under the cover of peace?

I appeal to you, you, our dear children, pupils and students.

I appeal to you, you, who are conscious that the future doesn't have any visibility insofar as:

- Despite the importance of our national resources, your work conditions at school, at the college or at the university, remain precarious or are not at all assured;
- The assistance the State was supposed to assure you through the open and fair of study bursaries has, since, become hypothetical;
- It won't be easy to find a job after you have completed your studies;
- You wouldn't be able to go to school some years ago because of the successive civil wars, fruit of personal ambitions of irresponsible politicians;
- In short, no real program aiming at the development of the youth, in majority in our country today and no feasible education policy have been put in place in favor of this youth that constitutes the strength of the nation, despite the multiplicity of the ministries consecrated to national education.

I appeal to you, you, workers in the public and private sectors.

I appeal to you:

- Who don't expect anything from your present responsible of your different unions, most of retired, generally appointed by the power, whom you all know, are not preoccupied by your multiple interests, but by their own comfort;
- Who are conscious of the damaging effects of bad governance, of the generalized demobilization and of the drop of productivity of our administrations;
- Who have lost your job, because your company has closed down or has gone bankrupt and you have been waiting for years for your rights to be recognized and to get a deserved compensation!

I appeal to you, you, my retired parents.

I appeal to you:

- Who, under the sun, or the rain, in the rush and sometimes victims of insults, and in the endless queues in from the CNSS or at the CREF, waiting for trivial pension;
- Who, weakened by age and by sickness, obliged to climb with difficulty the floors of the CCA or of the government department in charge of the public finances to beg, in front of the indifference of the staff, the little money that the state owes you!

I appeal to you, you, dear peasant parents.

I appeal to you:

- Who still work with the rudimentary means, in the 21st century;
- Who often sell your products with difficulty that give you rarely the income obtained from the sweat of your brow;
- Who are hopeless of the power because you don't have any child or parent in it and who are cynical of politics!

I appeal to you, you, unemployed young men and without a job.

I appeal to you:

- Who are graduated without a job and who depend on your retired parents, because the State is unable to put in place the conditions to create jobs or the initiatives to generate income;
- Who live by your own wits because the State didn't manage to allow you neither access to professional training that you deserve, nor to other services that your abilities are entitled to expect from the Government.

TO ALL OF YOU, MY COMPATRIOTS

I know and I can tell you that you are not fools and you don't agree with what is happening in our country.

You know that the Republic is doing bad, very bad. Congo is governed by a corrupted, incompetent, criminal and brutal kleptocracy that wants to keep the power by fraudulent elections.

The worse fear of the Brazzaville regime is the non violence, for the simple reason that it cannot answer.

Democracy which is a value with clear principles – respect of differences, dialog permanent compromises – that should guide us, has been transformed in a simple slogan that, sadly, distorts our national Assembly and our Constitutional Court.

Let's ask him to guarantee the respect of the law, of the human rights and of fundamental freedom for all the Congolese people.

Our justice works at two levels: a justice for the well-of, another one for the poor, and yet our Government, that has as constitutional principle, according to article 2: « **The Government of the people, by the people and the people** », doesn't have anything democratic in its functioning.

Then often tell me: « *No you are exaggerating; people are not in distress...* ». But, can someone tell me honestly and by providing proofs:

- That people are not facing fuel, water, electricity, health, education problems, etc. !
- That there is no mismanagement of our State!
- That corruption doesn't tear apart the country!
- That there is no impunity in our country!
- That there is no mess in the public force!

When he was in the opposition some years ago, the President of the republic, Denis Sassou Nguesso, said in book entitled, *the mango tree, the river and the mouse* (Page 17):

« Which man who would agree to see his country thrown in a mess and ruin? Which man would tolerate to his own people suffer from the life conditions more and more precarious, deprived of the most elementary democratic rights? (...) No man worthy of the name. »

Let each of us, in particular us, political executives and officers of the army forces, ask therefore today, owing to the distress our people are living in, the question to know if he is man worthy of the name with regard to the commitment taken by him.

As for as I am concerned, I will carry on talking to denounce injustice, mess, absence of control, corruption ; in short, all the wrong doings that are undermining the Republic and that put people lives in danger.

There no greatness being hypocrites, and I am surprised have forgotten so quick the critics of the Sovereign National Conference, as if the histoire is coming to an end.

I am fighting and will always fight because, for me, Congo comes first, before our selfish interests, before our moods and because nobody has the right to play with the destiny of people.

Nobody has the right to use the natural resources and the wealth of a country as a private property the way they like.

At each of my public appearance, I always have time for observation, I step back. But although I have been patient, I notice every time that the power has changed its attitude; nothing gets better; at the end nothing changes, despite the cries or alarm, the declarations, the proposals from people and from organized forces such the opposition political parties, from various associations, from religious organizations, and even from some voices that claim to be part of the presidential majority.

Before the logic « sticks and stones may break my bones (but words will never hurt me) », that carries on inexorably its course, I take you as a witness, Congolese people, on this tragic way of running a country, to pretend looking after the destiny of the Congolese people.

General as I am, I remain attached, above all, to peace, to true peace:

- Not to that « peace » that allows some to enjoy countless privileges refused to others ;
- Not that « peace » that replaces the victims of war by the victims of poverty, of the lack of medicine, etc.;
- Not that « peace » without access to the State medias for those who are thinking differently;
- Not that « peace » that doesn't get a solution to the Congolese people who are starving;
- Not that « peace » that ignores the housewife's shopping basket;
- Not that « peace » with schools without teachers in the country;
- Not that « peace » with roads in depressing dilapidation conditions;
- Not that « peace » where the impunity, the mess and the preferential treatments prevail.

I believe that you deserve a true peace, consolidated by the permanent dialog.

Have we becosxme so cheap to make a debate on the radio or on the television a privilege?

Isn't it a shame to go to the elections without the institution, beforehand, of an enlightened and open debate, through a consultation based on consensus?

Let's avoid bringing the country so down; on the contrary, let's try to raise the level of our democracy in the true peace and regained dignity, in the national unity, in the dialog, in harmony and solidarity among all the children of our country.

My weakness is that I can't stand seeing my country in this state. I can't stand knowing that after us, the future generations will use our names as symbols of shame.

I don't this CALL to remind you neither the conflicts not yet sorted out that are ruining the basis of our national unity, nor the different ethnical components of our country that look daggers at each other.

I don't forget that the survivors from the known wars in our country are traumatized, and the wounds are not yet healed.

I don't forget that some Congolese people are still mourning their beloved ones; that they haven't yet organized a proper mourning for them.

To these misfortunes were severally added the crisis that have made worse the situation of Congolese people. For example:

- The redundancy, without any right, of many liquidated companies workers, such SOTELCO, to mention just this, whereby the mothers and fathers of the family have just been abandoned for years;
- The schools and health centers that even the colonists didn't dare to other to the colonized of the time;
- The hospitals that don't help mare the patients to dies than to be healed;
- The precarious retirement pensions and paid with difficulty by CNSS and CREF;

- The tenants whom the landlords ask to pay a deposit of 10 months;
- The retired fathers who carry on to accommodate and feed their jobless sons, with wives and children;
- The civil servants with salaries ten or thirty times less than the ones of the members of political institutions that in reality, are unproductive.

What is therefore your solution?

I don't forget all this. However, I would like to ask to each of you: what's your solution? Is it:

- To take a T-shirt, a wrapper, a beer and five thousand even one thousand CFA francs note, every five or six years, just around the time of an electoral campaign?
- Do you prefer to choose an option that will never end the number of victims of hospitals and health centers without medicine, the water and electricity companies that cannot help you, or the corrupted and rotten administration?
- To complain and accuse others of being cowards while yourself do nothing to come out of your situation, preferring to wait the news on Television or on the radio?
- To wait for God to come down on earth, despite all the advantages (aces) he has given you?

Do we have the right to be subjected to, to accept everything?

Congolese people, what's happening to you to accept everything?

You should know that Congo-Brazzaville, our country, is a blessed of God, a "CONGO" house which the Lord has created and given to us to live in as tenants, himself being the true and sole landowner.

So said an Wiseman, *"This country, is not something we have inherited from our ancestors; this country, is something that we barrow from our children"*.

That's why I think that no one among us can pretend having the idea to make Congo his private property. The Lord God is the only sole owner and can, in a second, any minute, any time, without notice, without any justice, allow himself to evict a tenant, even if he has been paying his monthly rent, he might King or Emperor!

Therefore:

- On behalf of what will you agree to live as a tenant in your own country?
- On behalf of what or of whom do you renounce to the memory of the greatness of your country, Congo, failed in the hands of hunter-gatherers, of crooked leaders and of disreputable morality, who have reduced Congo to a lower level comparing to other African countries?
- On behalf of what and of whom do you renounce to the memory of the historical dignity of your country? During the colonization era, French people who colonized us had a higher idea of a Congolese man. They were always saying that the Congolese man was the most proud of his dignity and, for that, the most recalcitrant. Because he knew how to say "NO!"
- On behalf of what and of whom do you agree to give the approval, by your attitude, the veiled coming back of one man thought and to one-party system? Is on behalf of fear?

He, she, saved your life. And you?

Our democracy is sacred, because each of us has lost a parent in the political struggles that took place in Congo.

The Congolese people, under the protection of the law, should have the freedom to express their political opinions without being subjected to harassment, to intimidation or to violence.

- Do you think that blood your life are more precious than of the ones who died to demand democratic freedom in our country? By their shed blood, sacrificed on the intolerance altar because, sometimes, expiatory victims, they have saved your life. They sacrificed themselves so that you may live. You should remember!

- Do you think about the compatriots who are paying of their life the decline of the State today dead and buried?
- Do you think about all the Congolese populations humiliated, thrown in the restless wandering without any hope for the next day?
- Do you think about all the Congolese ladies raped and tortured for nothing, to these children without food, to the schooling disrupted and hypothetical?
- Do you think about these students who quit schooling because of the difficult and insurmountable conditions?
- Do you think about anarchy, about the praise of lie and to the war spirit that have taken the place of the human central values?
- Do you think about the hatred, about the spirit of revenge, about the spirit of destruction, about the mutual exclusion and about the rifts that threaten, each day, our national unity, while some years back, we had the virtues of discipline, of respect of the other, of fraternity, of solidarity and of mutual aid?

FINALY, I ENTRUST TO YOU...

In the heart of life there is question of the governance and of legitimacy. We don't want in our country a presidential election in the present constitutional and electoral framework.

We demand a new democratic constitution and the electoral law reforms so that we can have free and fair elections.

CONGO, our beautiful country, has lost all that was doing its glory and honor of its people. But Congo is not lost.

The time today is serious, very serious.

Some few times before the crucial presidential election, the power is panicking and doesn't find anything to calm down the hearts, than to try and gain time, finally, to ruin a citizen peaceful consultation, of a dialog wanted and called upon by the opposition political party and associations, as well as by the civil society organizations. The monologue that took place recently in Brazzaville, from the 14th to the 17th April, is an illustration of it.

An election, especially the presidential one, without either any independent electoral national commission, without any joint revision of electoral lists, or any consensus around the judicial framework, will only give a "pass", "a free-hand" to that iniquitous power, in order to carry on with its hegemony on the country, its work of massive destruction of Congo.

Looting, selling off of our wealth, corruption, debauchery, morals depravity, and impunity, and thus perpetuating the chaos and the advanced deterioration of the country, therefore the misery and sufferings of the Congolese people. What is am sure that no one would like to see this to happen again in our country.

How are we going to achieve our objectives?

It's about therefore, today, here and now, to punish this arrogant power, without any scruple and pity.

It is about joining together, in a heroic sudden burst, to start all over again.

Don't be afraid of changes.

In the contrary, it won't be as others would think the failure of the opposition, but our failure for all of us. It will be your failure.

Since the opposition is only there to defend your interest and that of the Nation, it will be therefore the failure of all the Congolese people who wouldn't have a chance to live a true democracy; the Congolese people that will have missed the opportunity to live finally in prosperity and in security; while they have everything, that the nature has given them.

Therefore, I tell you: **Let us not fear!**

Let's stand, so that together:

1. We exhume and help Congo come back to life, by give it again its letters patent of nobility;
2. We put order in our house "CONGO" and restore the State and the administration;
3. We restore justice, discipline and fairness;
4. We put an end to corruption, to looting of resources and to waste;
5. We put in place the conditions that allow the teachers to do their job, a true vocation, to students to study with dignity, to workers to attend to their to business with dignity, to the patients to be treated correctly, and to the Congolese People to live decently in peace, in dignity, in harmony and in national unity;
6. We, finally, change this country where it will wonderful to live in, thanks to the contribution of each of you, it means of ALL THE CONGOLESE PEOPLE, towards a common goal.

**IT IS THEREFORE UP TO YOU, SOVEREIGN PEOPLE, THAT IS ENTRUST THE
DESTINY OF THE NATION, CONGO!**

Long live the Republic!

Long live Congo!

LIRE LA SUITE :

<http://la-lettre-du-congo-mfoa.over-blog.com/2016/07/congo-brazzaville-appel-a-tous-les-congolais.html>